



AFRIQUE À LA UNE

Magazine bimensuel

N°5 -Aout 2026

N°Issn:3125-1676

L'Afrique autrement



S.E. M. Macky Sall

Le temps des distinctions, Le temps de l'Afrique

POINT AFRIQUE

**ZLECAF VIRTUELLE : QUAND
L'AFRIQUE ACCÉLÈRE SA TRANS-
FORMATION NUMÉRIQUE ET SON
INTÉGRATION ÉCONOMIQUE**

ENVIRONNEMENT

**ÉCONOMIE CIRCULAIRE :
QUAND LES DÉCHETS
DEVIENNENT UNE
NOUVELLE RICHESSE**



AGORA AFRIKA FORUM

2^{ème}
ÉDITION



RENDEZ-VOUS À

ABIDJAN



5 NOVEMBRE 2026

RENCONTRER • ÉCHANGER • INVESTIR • TRANSFORMER

THÈME



**L'AFRIQUE,
UNE SOUVERAINETÉ INDUSTRIELLE
ET UNE INTELLIGENCE ÉCONOMIQUE :**
CONSTRUIRE UNE CAPACITÉ PRODUCTIVE AUTONOME
DANS UN MONDE DE RIVALITÉS ÉCONOMIQUES.

POUR LE SECTEUR PRIVÉ



Accès à des opportunités d'investissement
et de partenariats



Relations B2B et technologiques



Visibilité à l'échelle panafricaine



Réseau qualifié de décideurs et d'investisseurs

POUR LES INSTITUTIONS PUBLIQUES ET PARAPUBLIQUES



Contribution à l'élaboration de politiques
économiques concertées



Renforcement du positionnement institutionnel



Accès à des outils d'intelligence économique
et d'intelligence collective



Mobilisation de partenaires techniques
et financiers de qualité

CONTACTEZ-NOUS



Tel : (+221) 77 793 11 30 | +212 696 967 789 | +225 0140 638 073



Email : clubpanafricaindesaffaires@gmail.com



Site web : www.clubpanafricaindesaffaires.org



www.clubpanafricaindesaffaires.org



AGORA AFRIKA FORUM

SOMMAIRE

1	Couverture
4	Chronique
6	Contribution
11	Leadership et impact
14	Tour d'horizon sur la finance
17	Environnement
20	Diaspora
22	Start up du mois
25	Dossier special : AGORA AFRIKA FORUM
30	Le point Afrique

CHRONIQUE

Par Mme. Manal IKIR

Les ressources au cœur de la souveraineté économique

L'Afrique possède l'une des plus importantes dotations en ressources naturelles au monde. Minerais stratégiques, hydrocarbures, terres agricoles, ressources halieutiques, forêts et potentiel énergétique constituent des actifs économiques majeurs. Pourtant, cette abondance peine encore à se traduire en puissance économique car le principal enjeu réside dans leur maîtrise économique.



LA CHAÎNE DE VALEUR : LE VRAI ENJEU

Trop souvent, l'Afrique demeure positionnée en amont des chaînes de valeur : elle extrait, exporte et importe ensuite des produits transformés à plus forte valeur ajoutée. Ce déséquilibre limite les revenus, l'industrialisation et la

création d'emplois qualifiés.

Un exemple est particulièrement révélateur : le cobalt. La République démocratique du Congo produit environ 70 % du cobalt mondial, tandis que la Chine en raffine plus de 70 %. La valeur économique se crée donc largement après l'extraction.

La souveraineté économique passe donc par une nouvelle approche de la gestion des ressources. Il s'agit de développer la transformation locale, de renforcer les capacités industrielles, d'attirer des investissements mieux orientés et de négocier des partenariats permettant un partage plus équilibré de la valeur créée.

LA GUERRE GÉOPOLITIQUE DES MINERAIS

Cette stratégie concerne particulièrement les minerais critiques, devenus un enjeu majeur de la transition énergétique et des nouvelles technologies. Mais elle

concerne également l'agriculture, l'énergie et les ressources maritimes, autant de secteurs dans lesquels le continent dispose d'avantages comparatifs considérables.

Les États-Unis ont lancé une stratégie officielle autour des « critical minerals ». L'Union européenne, de son côté, met en avant la notion d'« autonomie stratégique ».

La Chine sécurise depuis plus de quinze ans des positions dans le secteur minier africain à travers différents leviers : prêts, infrastructures et participations dans des entreprises minières.

Les minerais sont désormais considérés comme un enjeu de sécurité nationale. Une nouvelle forme de guerre froide économique se dessine, et l'Afrique en constitue l'un des principaux épicentres.

LE RISQUE D'UNE NOUVELLE MALÉDICTION

L'enjeu n'est pas de renoncer aux investissements étrangers ni de s'isoler des marchés internationaux. Il est de passer d'une logique d'exportation de matières premières à une logique de création de valeur et de maîtrise des chaînes de production.

Le continent a déjà connu la malédiction du pétrole, celle des matières premières et la dépendance aux exportations de produits bruts.

Aujourd'hui, le risque est clair :

exporter le lithium brut et importer les batteries électriques ; exporter le cobalt et importer les véhicules électriques.

Ce scénario reproduirait un schéma historique : l'Afrique fournirait les ressources tandis que la plus grande partie de la valeur ajoutée serait créée ailleurs.

UNE OPPORTUNITÉ STRATÉGIQUE HISTORIQUE

La véritable richesse de l'Afrique ne se mesurera donc pas seulement à la quantité de ressources extraites de son sous-sol ou produites par ses territoires, mais à sa capacité à les transformer en capital industriel, en emplois, en recettes publiques et en compétitivité et à en maîtriser la valeur.

Contrairement au pétrole, les minerais liés à la transition énergétique s'inscrivent dans un marché mondial en pleine expansion, porté par une demande croissante.

L'Afrique peut transformer cette situation en opportunité en imposant davantage de transformation locale, en créant des zones industrielles minières, en négociant des transferts de technologie et en mutualisant sa stratégie à l'échelle continentale.

Mais cette ambition exige plusieurs conditions : stabilité politique, gouvernance transparente, coordination régionale et investissements massifs.

CONTRIBUTION

Par : Dr. Oumar Abdoulaye BA

Macky Sall : Le temps de distinctions, le temps de l'Afrique

De Dakar à Abidjan, en passant par Cotonou, Genève, Busan, Paris et désormais Brazzaville, les distinctions académiques accumulées par Macky Sall racontent autant une trajectoire politique qu'une projection progressive vers une autre échelle d'influence. Ancien ingénieur géologue et géophysicien, directeur général de Petrosen, maire de Fatick, Premier ministre, président de l'Assemblée nationale puis chef de l'État de 2012 à 2024, l'ancien président sénégalais appartient à cette génération de dirigeants africains dont le parcours s'est construit à la croisée du pouvoir, du développement et de la diplomatie.

Le 13 août 2026, à Brazzaville, Macky Sall a été élevé au grade de Docteur honoris causa de l'Université Denis Sassou-Nguesso de Kintélé, aux côtés des anciens présidents Mahamadou Issoufou et Umaro Sissoco Embaló. Cette distinction intervient quelques semaines après celle reçue à Abidjan, le 16 juillet, de l'Institut conservatoire des sciences de gestion (ICSG), accompagnée du Prix africain de la promotion de l'alternance démocratique et constitutionnelle.

Ces deux nouveaux titres viennent surtout compléter une série déjà substantielle. Macky Sall avait aupa-

ravant été distingué par l'Université d'Abomey-Calavi au Bénin, la Swiss UMEF University en Suisse, l'Université nationale de Pukyong en Corée du Sud et le Conservatoire national des arts et métiers (CNAM) en France. Ce dernier lui a remis son titre le 21 décembre 2016. Au total, six doctorats honoris causa sont ainsi documentés dans les sources consultées, auxquels s'ajoutent de nombreuses autres distinctions nationales et internationales.

Mais le palmarès ne saurait résumer l'héritage. Au Sénégal, Macky Sall a imprimé sa marque à travers



une politique largement fondée sur les infrastructures, l'aménagement du territoire et la transformation économique. Routes, autoroutes, équipements publics, pôles urbains et développement de Diamniadio ont traduit une conception de l'État comme outil de planification et de réalisation. Cette vision a produit des transformations visibles, tout en suscitant débats et controverses sur les coûts, les priorités et les résultats.

À l'échelle africaine, son passage à la présidence de l'Union africaine a élargi son registre d'intervention : financement du développement, dette, industrialisation, souveraineté économique, climat et réforme de la gouvernance mondiale. L'ancien président s'est ainsi progressivement installé dans un espace où son expérience nationale nourrit désormais une parole continentale.

C'est précisément ce qui donne aujourd'hui aux distinctions de Brazzaville et d'Abidjan leur véritable portée. Elles ne créent pas l'influence de Macky Sall ; elles viennent la consacrer. Après les années de pouvoir s'ouvre désormais un autre temps, celui de la transmission. Son ouvrage *L'Afrique au cœur* participe de cette volonté de prolonger la réflexion au-delà de la fonction présidentielle.

Car un héritage politique ne se mesure ni au nombre de décorations ni à celui des doctorats honoris causa. Il se juge à la trace laissée dans les territoires, aux institutions façon-



nées, aux idées défendues et à la capacité d'une expérience à continuer d'éclairer les générations suivantes. Pour Macky Sall, le temps des distinctions pourrait ainsi n'être que le prélude au temps, plus exigeant, de la mémoire, du bilan et de la transmission.



Umaro Sissoco Embaló, Macky Sall et Mame Mbaye Niang
au siège des Nations unies à New York

Un héritage de bâtisseur

Au Sénégal, cet héritage est d'abord associé à une politique de transformation fondée sur les infrastructures, l'aménagement du territoire et la volonté de réduire les fractures entre Dakar et les autres régions. Routes, autoroutes, infrastructures aéroportuaires, pôles urbains et équipements publics ont marqué les années Sall, avec notamment Diamniadio comme vitrine d'une ambition de repositionnement économique, institutionnel et diplomatique du pays.

Cette culture de la réalisation est aussi liée à sa formation d'ingénieur. Chez Macky Sall, la conception de l'État s'est souvent exprimée à travers la planification, la construction

et la connexion des territoires. Une approche qui a produit des résultats visibles, mais qui n'a pas échappé aux critiques. Les grands projets ont leurs coûts,

leurs arbitrages et leurs effets parfois controversés. La fin de son magistère a également été marquée par des tensions politiques et institutionnelles. Une lecture sérieuse de son héritage ne peut ignorer ces controverses. Mais reconnaître les limites et les débats autour d'un bilan n'interdit pas d'en mesurer l'ampleur. C'est même l'inverse :

c'est parce qu'un héritage est suffisamment important pour susciter débat et discussion qu'il mérite d'être étudié dans toute sa complexité.

Du Sénégal à l'Afrique

Au fond, les distinctions de Brazzaville et d'Abidjan posent une question plus large sur la place des anciens dirigeants africains. Dans un continent confronté aux transitions politiques, aux changements générationnels et à une profonde recomposition de ses relations avec le reste du monde, l'expérience des anciens chefs d'État peut constituer une ressource considérable. Encore faut-il qu'elle soit mise au service d'une vision.

L'influence de Macky Sall ne commence pas avec les doctorats honoris causa. Elle s'est construite dans l'exercice du pouvoir, dans les transformations infrastructurelles du Sénégal, dans la projection internationale du pays, dans son action au sein de l'Union africaine et dans sa participation aux grands débats sur l'avenir du continent. Les distinctions ajoutent aujourd'hui une dimension symbolique à cette trajectoire.

Elles peuvent contribuer à entretenir la mémoire de son action, à ouvrir de nouveaux espaces de dialogue et à prolonger sa présence dans les réseaux académiques, diplomatiques et institutionnels. Mais leur véritable valeur dépendra de ce qui leur survivra. De Dakar à Abidjan, de Brazzaville aux grandes enceintes internationales, son parcours dessine ainsi une trajectoire qui dépasse la seule chronologie d'un ancien président : celle d'un ingénieur devenu dirigeant, d'un bât-

tisseur, d'un responsable continental et international, auquel s'ouvre désormais le temps de la transmission.

Après le pouvoir, le temps de la transmission

Reste désormais une question : que faire de cette influence une fois le pouvoir quitté ? Son ouvrage *L'Afrique au cœur* participe déjà à cette volonté de prolonger la réflexion au-delà de l'exercice présidentiel. Mais le véritable enjeu se situe peut-être ailleurs : transformer une expérience de plusieurs décennies en matière de réflexion, de conseil et de transmission pour les générations suivantes.

C'est ici que les distinctions de Brazzaville et d'Abidjan prennent leur véritable portée. Elles ne constituent pas le socle de l'influence de Macky Sall ; elles en sont le reflet. Le temps des honneurs peut ainsi ouvrir celui, plus exigeant, de la mémoire et du bilan.

Car un héritage politique ne se mesure ni au nombre de décorations ni à celui des doctorats honoris causa. Il se mesure à la trace laissée dans les territoires, aux institutions façonnées, aux idées transmises et à la capacité d'une œuvre à continuer de produire du sens après le pouvoir. Pour Macky Sall, le prochain chapitre pourrait donc être moins celui des distinctions que celui de la transmission, du Sénégal à l'Afrique.

LEADERSHIP ET IMPACT

SOULEYMANE JULES DIALLO : UN PANAFRICANISTE ENGAGÉ DE NGUÉKOKH À OUAGADOUGOU, L'HISTOIRE D'UNE INITIATIVE DEVENUE UNE FORCE D'IMPACT



Festival International Panafricain de N'Guékokh

Il existe des initiatives qui naissent d'une conviction et qui, avec le temps, deviennent de véritables espaces d'influence. Le Festival International Panafricain de Nguékokh (FIPAN) en fait partie. Né en 2015 à Nguékokh, au Sénégal, le FIPAN est avant tout l'expression d'une vision portée par son initiateur, Souleymane Jules Diallo, convaincu que le panafricanisme ne devait pas rester uniquement une idée, un discours ou une référence historique, mais qu'il devait se traduire par des rencontres, des échanges, des initiatives et une mobilisation concrète des Africains et de leur diaspora.

Le FIPAN est d'abord une conviction, le point de rencontre de la pensée

En 2015, Souleymane Jules Diallo fait le pari de créer à Nguékokh un espace consacré à l'Afrique, à son avenir et aux relations entre ses peu-

ples. L'objectif est de réunir des acteurs et des militants panafricanistes afin de réfléchir ensemble aux grands enjeux du continent et de favoriser des actions communes. Le choix de Nguékokh revêt d'ailleurs une dimension symbolique. Il mon-

tre qu'une initiative à vocation continentale peut naître en dehors des capitales et des grandes institutions.

Le FIPAN devient ainsi progressivement un espace où se rencontrent jeunes, intellectuels, acteurs de la société civile, artistes, entrepreneurs, militants et personnalités venues de différents horizons africains.

Sylvestine Mendy, une femme au cœur de la dynamique du FIPAN

Derrière la visibilité d'un festival se trouve toujours un travail de coordination, de mobilisation et de préparation souvent moins visible du grand public.

C'est dans cette dimension que s'inscrit le rôle de Sylvestine Mendy, coordinatrice du FIPAN, son implication illustre également la place essentielle des femmes dans les initiatives citoyennes et panafricaines contemporaines.

Coordonner un rendez-vous panafricain ne consiste pas seulement à organiser un calendrier ou à assurer la logistique. Il faut maintenir les relations avec les participants, mobiliser les différents partenaires, favoriser la circulation des idées et contribuer à préserver l'esprit d'une initiative au fil des éditions. À travers son engagement, Sylvestine Mendy participe ainsi à cette œuvre collective qui permet au FIPAN de maintenir sa continuité et de développer son rayonnement.

Le FIPAN, bien plus qu'un festival



Le FIPAN s'inscrit ainsi dans une conception du panafricanisme fondée sur la rencontre et l'action à travers les conférences, panels, débats,

rencontres, activités culturelles et échanges entre acteurs constituent autant de moyens de favoriser une réflexion collective en accordant une grande place à la Jeunesse Interconnectée et Fusionnée d'Afrique (JIF'AFRIK).

Le FIPAN devient alors un outil de transmission : transmettre une histoire, mais surtout transmettre une ambition.

De Nguékokh à Conakry et Ouagadougou

L'un des signes les plus significatifs de l'impact du FIPAN est son évolution au-delà de son territoire d'origine avec une édition organisée à Conakry en 2023, puis avec la 10^e édition à Ouagadougou en 2025.

L'impact du FIPAN ne doit pas uniquement être mesuré en nombre de participants ou d'éditions, mais il est considéré comme un laboratoire de citoyenneté panafricaine, dans lequel les participants sont invités à dépasser les frontières nationales pour réfléchir à des problématiques communes.

Autour de cette initiative, des femmes et des hommes, des partenaires, des participants, des jeunes et des acteurs panafricanistes contribuent à faire vivre le projet, C'est peut-être là que réside la véritable leçon de leadership du FIPAN : transformer une conviction individuelle en dynamique collective.

Une histoire qui continue

Dix ans après sa création, le FIPAN raconte une histoire qui dépasse lar-



gement celle d'un festivalnet rappelle une évidence : le panafricanisme ne se construit pas uniquement dans les discours, Il se construit aussi dans les rencontres, dans les réseaux, dans la transmission et dans la capacité à transformer les idées en initiatives durables.

Et c'est précisément cette dimension qui fait du FIPAN une expérience digne d'être observée à travers le prisme de Leadership & Impact le rendez-vous est pris pour la 11^{ème} édition à Dakar .

TOUR D'HORIZON SUR LA FINANCE

Par M.Mamadou Badiane

IMPACT ET OPPORTUNITÉS DE LA PI-SPI SUR LES OPÉRATIONS DE MONNAIE ÉLECTRONIQUE DANS L'UMOA



La Plateforme interopérable du système de paiement instantané (PI SPI) est un dispositif de paiement instantané et interopérable mis en œuvre par la BCEAO depuis le 30 Septembre 2025.

Le PI SPI est accessible en continu dans les huit pays de l'UEMOA. Son principal objectif est de faciliter et sécuriser les transactions entre les différents prestataires de services de paiement.

A travers la digitalisation des opérations, la PI SPI réduit l'usage des espèces fiduciaires et renforce l'inclusion financière.

Allocution de Monsieur Jean-Claude Kassi BROU, Gouverneur de la BCEAO lors du lancement de la PI-SPI à Dakar

La PI-SPI apporte des avantages aux personnes physiques et morales au sein de l'UMOA.

Ainsi, elle permet un accès simple, gratuit et instantané aux fonds des particuliers quel que le canal ou l'établissement utilisé pour réaliser la transaction financière.

Pour les entreprises, la PI-SPI permet une meilleure gestion de la trésorerie et une automatisation des flux.

Cependant la solution majeure apportée par la PI-SPI est la rapidité.

En effet, la PI-SPI permet d'envoyer et de recevoir de l'argent en moins de 10 secondes, 24h/24 et 7j/7, entre toutes les banques, microfinances et services de mobile money de l'UEMOA.

Les principales caractéristiques de la PI-SPI sont :

- Interopérabilité totale : elle

permet les transferts d'un opérateur ou d'une banque vers un autre sans contrainte de réseau.

- Utilisation d'un alias : Basé sur un numéro de téléphone ou une adresse de paiement unique.

- QR Code unifié : Un seul QR Code standardisé pour recevoir des fonds dans toute la zone UMOA.

- Gratuité : Les transferts entre particuliers sont gratuits pour favoriser l'inclusion financière.

Par conséquent, ce dispositif devrait impacter négativement sur les EME (établissements de monnaie électroniques) à l'instar notamment d'ORANGE, WAVE, MTN, ainsi que les sociétés de transferts d'argent comme RIA, WESTERN UNION, etc évoluant dans la zone monétaire.

A travers la PI-SPI on peut effectuer chez soi à partir de son téléphone portable des transactions financières instantanées et qui seront gratuites entre les particuliers.

Cela constitue un réel manque à gagner pour les opérateurs précités (EME et sociétés de transfert d'argent) d'autant plus que la BCEAO a fixé au 30 septembre 2026 la nouvelle échéance pour l'ouverture effective des services PI-SPI par les EME et les EDP (établissements de paiement).

Principaux impacts pour les opérateurs de ME (monnaie électronique) :

- ★ Revenus des transferts : pression sur les commissions car les opérations entre particuliers sont gratuites

- ★ Rupture du modèle « réseau fermé » : avant PI-SPI un opérateur pouvait bénéficier d'un avantage lié à son propre réseau : un client utilisant son portefeuille avait intérêt à rester dans ce réseau.

- ★ Interopérabilité : Avec PI-SPI, un client d'un EME peut envoyer ou recevoir instantanément de l'argent avec un client d'un autre EME, d'une banque, d'une IMF ou d'un EDP

Il existe également de nom-

breuses opportunités :

- ★ Paiements marchands : le QR code standardisé permet à un commerçant d'accepter des paiements provenant de différents établissements

- ★ Services aux entreprises : opérations aisées pour les encaissements clients, paiements fournisseurs, salaires, etc

Selon la BCEAO, au 24 juin 2026, un total de 80 participants étaient déjà connectés à PI-SPI et 74 institutions supplémentaires étaient en phase de tests réels dans la zone monétaire en attendant la date limite du 30 Septembre 2026 correspondant au premier anniversaire de son lancement.



ENVIRONNEMENT

ÉCONOMIE CIRCULAIRE : QUAND LES DÉCHETS DEVIENNENT UNE NOUVELLE RICHESSE



Longtemps considérés comme un problème environnemental et sanitaire, les déchets pourraient devenir une véritable ressource économique pour l'Afrique. Plastiques, métaux, déchets organiques, verre ou équipements électroniques : une fois collectés et transformés, ces matériaux peuvent alimenter de nouvelles chaînes de production, créer des emplois et renforcer la souveraineté économique du continent.

Du problème environnemental à l'opportunité économique

Dans les villes africaines, les déchets sont souvent associés aux décharges, à la pollution et aux risques sanitaires. Pourtant, derrière cette réalité se cache une ressource largement sous-exploitée.

Plastiques, métaux, verre, déchets

organiques ou encore équipements électroniques peuvent être collectés, triés, transformés et réintroduits dans les circuits de production. Le déchet n'est alors plus uniquement ce dont il faut se débarrasser : il devient une matière première secondaire.

Cette transformation ouvre la voie

à un véritable marché, capable de générer de la valeur, des emplois et de nouvelles opportunités d'investissement.

Créer de la valeur à partir de ce qui existe déjà

Le potentiel est considérable. Le recyclage du plastique peut alimenter l'industrie manufacturière. Les déchets organiques peuvent être transformés en compost ou en énergie. La récupération des métaux permet, quant à elle, de valoriser des matières qui pourraient autrement être perdues.

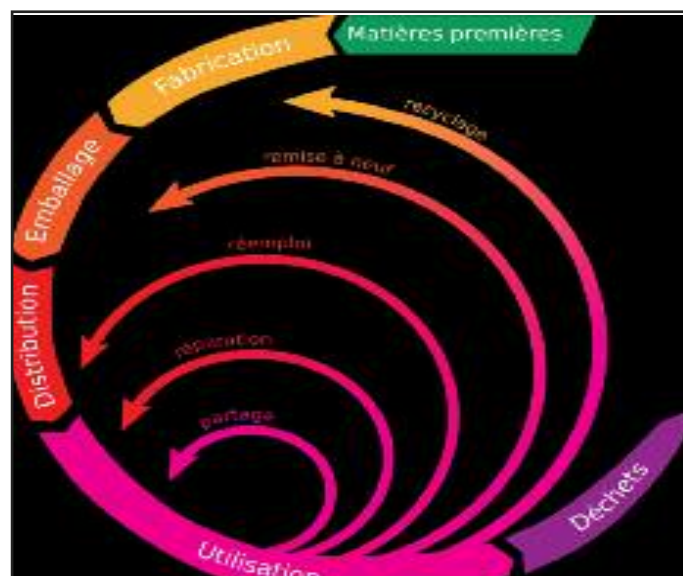
L'enjeu change donc de nature. Il ne s'agit plus seulement de savoir comment éliminer les déchets, mais de réfléchir à la manière de les intégrer dans une nouvelle chaîne économique.

Pour l'Afrique, cette approche revêt une importance particulière. Le continent importe encore une partie importante des produits et matières nécessaires à son développement industriel, tandis qu'une partie de ces ressources finit quotidiennement dans les décharges.

Transformer ces déchets localement permettrait ainsi de produire de nouvelles matières premières et de renforcer les capacités industrielles nationales.

Une nouvelle filière pour les entrepreneurs africains

L'économie circulaire représente également une opportunité pour les



PME, les startups et l'entrepreneuriat des jeunes et des femmes.

De la collecte au tri, en passant par la transformation, la logistique, la fabrication de nouveaux produits ou encore la production d'énergie, plusieurs activités peuvent s'articuler autour d'une véritable filière industrielle.

Mais pour passer d'activités souvent informelles à une industrie structurée et compétitive, plusieurs conditions sont nécessaires : développer les infrastructures de collecte et de tri, investir dans les équipements, former les travailleurs et mettre en place des normes de qualité adaptées.

L'économie circulaire ne doit donc pas être pensée uniquement comme une politique environnementale. Elle peut devenir un véritable secteur économique, capable de créer des emplois et de faire émerger de nouvelles compétences industrielles.

Les pouvoirs publics ont un rôle clé

La transformation des déchets en

richesse ne pourra toutefois pas reposer uniquement sur les entrepreneurs.

Le secteur public doit également jouer un rôle déterminant. Les politiques de gestion des déchets peuvent évoluer vers des modèles qui favorisent davantage leur valorisation économique.

Plusieurs leviers peuvent être mobilisés : incitations fiscales, partenariats public-privé, marchés publics intégrant des matériaux recyclés ou encore mise en place d'un cadre réglementaire adapté.

L'objectif est de créer un environnement suffisamment favorable pour permettre aux entreprises de développer des filières de recyclage et de valorisation économiquement viables.

Un enjeu de souveraineté économique

Au-delà de la question environnementale, l'économie circulaire pose également celle de la souveraineté économique.

Une économie capable de récupérer, transformer et réutiliser ses propres matières réduit sa dépendance à certaines importations et développe de nouvelles compétences industrielles.

Le déchet cesse alors d'être uniquement un coût pour devenir un actif économique.

Cette logique rejoint une ambition plus large pour le continent : produire davantage localement, mieux valoriser les ressources disponibles

et réduire les pertes économiques liées à l'importation de matières qui pourraient, au moins en partie, être récupérées sur place.

L'Afrique peut-elle construire une économie du réemploi ?

L'Afrique dispose ainsi d'une opportunité encore largement sous-exploitée : construire une économie où la croissance ne repose pas uniquement sur l'extraction de nouvelles ressources, mais également sur la capacité à valoriser celles qui existent déjà dans les territoires.

Cette approche pourrait transformer progressivement le rapport du continent aux déchets. Les décharges pourraient devenir des points de départ pour de nouvelles filières industrielles, tandis que la collecte et le recyclage pourraient devenir des activités économiques à part entière.

La question n'est donc plus seulement :

Comment débarrasser nos villes de leurs déchets ?

Elle devient désormais :

Comment transformer ces déchets en entreprises, en emplois, en matières premières et en richesse locale ?

C'est probablement là que se trouve l'un des grands enjeux de l'économie circulaire africaine : ne plus considérer le déchet comme une fin, mais comme le début d'une nouvelle chaîne de valeur.

DIASPORA

Par : M. Balla Mboup

ABDOU DIENG : UN PARCOURS SÉNÉGALAIS AU SERVICE DE L'EXCELLENCE ET DU RAYONNEMENT AFRICAIN AU CŒUR DE CASABLANCA

Abdou Dieng est analyste senior en risque de crédit chez BMCE Bank of Africa (BOA Group) à Casablanca, où il couvre les filiales francophones et anglophones du groupe dans plus de 30 pays, au sein des zones UEMOA et CEMAC. Fort de plus de 11 ans d'expérience bancaire, il est également docteur en Sciences de Gestion à l'ENCG Casablanca, où ses recherches portent sur l'intelligence artificielle appliquée à la gestion du risque de crédit dans les banques africaines ; des travaux qu'il a présentés lors de plusieurs conférences scientifiques internationales en 2025 (Agadir, Manipal en Inde, ENCG Casablanca).



Morocco. Il est aussi cofondateur de Teranga Global Affairs, un cabinet de diplomatie économique et de networking stratégique.

Genèse et objectif des Senegalese Business Awards

Sénégalais établi à Casablanca, Abdou Dieng est une figure engagée de la diaspora sénégalaise au Maroc. Il a occupé plusieurs responsabilités associatives majeures : trésorier national puis secrétaire général de l'Association des Sénégalais Résidents au Maroc, président de l'UGESM pendant quatre ans, et il préside actuellement le Young Banker Club

L'idée des Senegalese Business Awards est née en 2018, lorsqu'Abdou Dieng, en observant la recrudescence de l'immigration clandestine touchant la jeunesse sénégalaise, décide de créer un contre-récit : mettre en lumière les parcours de réussite de Sénégalais établis sur le continent africain, pour montrer qu'il est possible de réussir chez soi et sur le continent, sans passer par l'exil risqué. L'objectif reste, depuis, de mettre au devant de la scène ces success stories (entrepreneurs, cadres,



femmes leaders, personnalités engagées) afin d'inspirer et de valoriser les modèles de réussite africains et sénégalais.

Au cours des précédentes éditions, plusieurs thèmes ont été débattus allant de l'entrepreneuriat féminin en Afrique à la revue des modèles de développement de nos pays qui devant être revu aux prismes de nos réalités culturelles en passant la ZLECAF et l'intégration progressive de l'IA dans nos activités.

Chaque édition, les SBA choisissent un pays africain frère comme invité d'honneur. Ainsi, nous avons eu la participation des autorités de la Guinée Bissau, du Maroc, du Rwanda et de la Cote d'Ivoire. Cette année, nous aurons

la RDC comme pays à l'honneur.

Fondateur des Senegalese Business Awards

En parallèle de sa carrière bancaire, Abdou Dieng est le fondateur et CEO d'ABS Events, structure organisatrice des Senegalese Business Awards (SBA), devenu un événement de référence pour la communauté d'affaires sénégalaise et africaine au Maroc. La 6^e édition des se tiendra les 20 et 21 novembre 2026 à Casablanca sous forme de gala de deux jours, autour des thématiques de l'intelligence artificielle, de l'éducation et de la santé, avec un Forum Immobilier Maroc-Sénégal intégré, dédié aux investisseurs de la diaspora dans l'immobilier.



START UP DU MOIS

SONIA'S HOUSE : L'AMBITION D'UNE SIGNATURE OLFACTIVE SÉNÉGALAISE

À la croisée du droit des affaires, des produits biologiques et de l'entrepreneuriat, Mme. Sokhna Tine Diop, dite Sonia, construit depuis plusieurs années un parcours placé sous le signe de la qualité, de l'innovation et de l'écoute du consommateur. Fondatrice et Présidente-Directrice Générale de Sonia's House, elle entend faire de sa marque une entreprise sénégalaise durable, crédible et porteuse d'une identité propre.



Juriste en affaires depuis 2021 et conseillère en produits biologiques depuis 2019, Sokhna Tine Diop dispose d'un profil qui associe connaissances professionnelles et expérience du terrain. Cette double approche nourrit aujourd'hui sa vision entrepreneuriale : proposer des produits qui répondent aux attentes des

consommateurs tout en construisant une marque capable de s'inscrire dans la durée.

De cinq parfums à plus de 2 000 créations inspirée par différentes familles de fragrances et attentive aux réactions de sa clientèle, Sonia a progressivement développé son offre.

Cette démarche fondée sur la créativité, l'expérimentation et l'amélioration continue a permis à la jeune entreprise de franchir un cap important.

La qualité comme ligne directrice
Pour Sonia, la parfumerie ne se ré-



sume pas à une question de senteur. Elle est également liée au confort, à la légèreté et à la qualité du produit.

Son expérience dans le domaine des produits biologiques a contribué à renforcer cette exigence car elle propose à ses clients des produits qu'elle utilise elle-même ce qui traduit

une démarche qui place l'expérience du consommateur au cœur du développement de Sonia's House.

Cette proximité avec la clientèle constitue ainsi l'un des moteurs de la marque: comprendre les attentes, recueillir les retours et améliorer progressivement les produits font partie intégrante de la stratégie de l'entreprise.

L'enjeu consiste désormais à passer à une nouvelle étape : structurer davantage la marque, renforcer sa visibilité et élargir son réseau de parte-

naires car l'ambition de Sokhna Tine Diop dépasse la simple commercialisation de parfums, elle souhaite construire une marque sénégalaise identifiable, capable de gagner la confiance des consommateurs et de développer progressivement sa présence sur le marché.

Dans un environnement où les consommateurs accordent une importance croissante à la qualité, à l'identité des marques et à l'expérience

proposée, la parfumerie représente un secteur offrant des perspectives intéressantes pour les entrepreneurs africains.

Le parcours de Sonia illustre ainsi une dynamique plus large : celle de femmes entrepreneures qui choisissent de transformer leur savoir-faire et leur créativité en activités économiques structurées.



11e édition

F.I.P.A.N.

FESTIVAL INTERNATIONAL PANAFRICAIN DE NGUEKOKH

DU 12 AU 28 NOV 2026

LE GRAND RENDEZ-VOUS DES PANAFRICANISTES.

THÈME:
**RÉPARATIONS,
DETTES, MONNAIES ET
SOUVERAINETÉ ÉCONOMIQUE.**

DAKAR

PAYS D'HONNEUR:
LA DIASPORA

INVITE D'HONNEUR:
LA GUINÉE

ENVOYEZ VOS PARTICIPATIONS

INFOS: (+221) 221 77 240 68 80 / 77 295 25 12
jifafrik@gmail.com

JEUNESSE INTERCONNECTÉE ET FUSIONNÉE D'AFRIQUE
FESTIVAL INTERNATIONAL PANAFRICAIN DE NGUEKOKH

FR

DOSSIER SPÉCIAL

AGORA AFRIKA FORUM 2026 : ABIDJAN, LABORATOIRE D'UNE NOUVELLE SOUVERAINETÉ ÉCONOMIQUE AFRICAINE



Le 5 novembre 2026, Abidjan accueillera la deuxième édition d'AGORA AFRIKA FORUM, placée sous le signe de la souveraineté industrielle et de l'intelligence économique. Organisé par le Club Panafricain des Affaires (CP2A), le rendez-vous réunira décideurs, investisseurs, institutions et acteurs économiques autour d'un objectif majeur : renforcer les capacités productives de l'Afrique, stimuler les échanges intra-africains et faire de la coopération économique un véritable levier de souveraineté.

L'enjeu dépasse désormais la simple croissance économique. Face aux transformations de l'économie mondiale, aux tensions géopolitiques, à la compétition pour les ressources et à la recomposition des chaînes de valeur, la

question de la souveraineté économique devient une priorité stratégique pour les États africains.

La souveraineté industrielle au cœur des débats

L'Afrique dispose d'immenses ressources naturelles, énergétiques, agricoles et humaines. Pourtant, une part importante de la valeur générée par ces ressources reste encore produite en dehors du continent. En effet, AGORA AFRIKA FORUM 2026 entend contribuer à inverser cette tendance en plaçant au centre des échanges la transformation locale, l'industrialisation, l'innovation, le financement, le transfert de technologies et le développement du commerce intra-africain.

L'intelligence économique constitue également un levier essentiel. Dans un environnement international de plus en plus concurrentiel, la maîtrise de l'information stratégique, la capacité d'anticipation et la connaissance des marchés sont devenues des instruments de puissance économique. Le forum ambitionne ainsi de favoriser une réflexion opérationnelle sur les moyens permettant aux économies africaines de mieux maîtriser leurs ressources, leurs marchés et leurs chaînes de valeur.

Une mobilisation institutionnelle panafricaine

La particularité de cette deuxième édition réside dans la diversité des institutions qui ont choisi d'accompagner cette dynamique.

Le Centre Africain de Formation et de Recherche Administratives pour le Développement (CAFRAD) est partenaire institutionnel de l'événement en tant qu'Organisation intergouvernementale panafricaine basée au Maroc, le CAFRAD apporte son expertise dans



La Présidente du CP2A Mme Manal IKIR reçue par M. DAIPO Patrick Olivier, Directeur de Cabinet Adjoint du Ministre du Commerce et l'industrie de la Côte d'Ivoire

les domaines de la gouvernance, du renforcement des capacités, de la modernisation administrative, de l'innovation publique et de la transformation numérique.



De gauche à droite: Mme Manal IKIR Présidente du CP2A, S.E. M. Mamadou Haïdara Ambassadeur de la Côte d'Ivoire au Sénégal , Dr, Oumar Abdoulaye BA coordonnateur du comité d'organisation D'AGORA AFRIKA FORUM, Mme Félicité Achi Conseillère à l'ambassade de la Côte d'Ivoire au Sénégal

Le Comité Africain de Développement Durable et Intégré (CADDI) est également partenaire officiel, à travers son expertise en matière de développement durable, de gouvernance, d'innovation territoriale, de transition énergétique et de renforcement des capacités institutionnelles, le CADDI contribuera à enrichir les réflexions sur les modèles de développement africains et compte poursuivre la signature des conventions –cadres stratégiques pour rejoindre la plateforme « ZLECAF VIRTUELLE ».

La Chambre de Commerce, d'Industrie et de Services Souss-Massa accompagne également cette édition en qua-

lité de partenaire institutionnel, et qui accorde une grande importance au développement des échanges commerciaux, à l'accompagnement des entreprises et à la création de nouvelles passerelles économiques entre les territoires africains.

À cette mobilisation vient s'ajouter la participation de la Chambre de Commerce, d'Industrie et de Services de la Région Rabat-Salé-Kénitra, qui renforce davantage la dimension marocaine et panafricaine du forum.

Cette présence est particulièrement significative dans la mesure où les chambres de commerce constituent

des interfaces essentielles entre les entreprises, les investisseurs, les institutions publiques et les marchés.

Le Sénégal et le Maroc, des passerelles au service de l'Afrique

Le Cercle Sénégal-Maroc d'Amitié et de Fraternité (CESEMAF) prendra également part à cette deuxième édition et sa participation s'inscrit dans la volonté de consolider les relations historiques entre le Sénégal et le Maroc et de leur donner une nouvelle dimension économique, en les inscrivant dans une perspective africaine plus

large. À travers cette présence, le CESEMAF entend contribuer au rapprochement des peuples, au développement des partenariats Sud-Sud et à la construction d'une Afrique davantage intégrée et maîtresse de ses choix économiques.

La convergence entre les acteurs sénégalais, marocains, ivoiriens et panafricains donne ainsi à AGORA AFRIKA FORUM une dimension particulière : celle d'une plateforme où les relations bilatérales peuvent devenir des passerelles vers une coopération continentale.



La délégation du CP2A reçue par une délégation de Côte d'Ivoire Export

Une préparation marquée par un dialogue de haut niveau en Côte d'Ivoire

La préparation de cette deuxième édition s'est déjà traduite par plusieurs rencontres institutionnelles en Côte d'Ivoire.

La Présidente du CP2A a notamment été reçue en audience par Son Excellence M. Mamadou Haïdara, Ambassadeur de Côte d'Ivoire au Sénégal, dans le cadre des préparatifs du forum, leurs échanges ont porté sur le thème de la souveraineté industrielle et de l'intelligence économique ainsi que sur les enjeux liés à la réussite de cette rencontre panafricaine.

À Abidjan, la délégation du CP2A a également multiplié les contacts avec les principales institutions économiques ivoiriennes dont le Secrétariat exécutif du Comité de concertation État-Secteur privé, les représentants de la Chambre de Commerce et d'Industrie de Côte d'Ivoire, le Directeur de Cabinet adjoint du Ministre du Commerce et de l'Industrie de Côte d'Ivoire, et les représentants de Côte d'Ivoire Export. Ces rencontres ont permis d'explorer les perspectives de collaboration et les possibilités de mettre en place un partenariat durable autour de la promotion des échanges commerciaux et des relations d'affaires.

AGORA AFRIKA FORUM : Du dialogue aux opportunités d'affaires

L'ambition est de créer une plateforme permettant aux différents acteurs de se rencontrer, de partager leurs expertises et surtout d'identifier

des opportunités concrètes de coopération.

Investissements, partenariats industriels, commerce intra-africain, innovation, transformation numérique, financement des entreprises, développement des compétences et valorisation des ressources africaines figurent parmi les enjeux qui devront être abordés.

La présence des chambres de commerce prend ici tout son sens. En rapprochant les entreprises des institutions et en facilitant les connexions entre les marchés, elles peuvent jouer un rôle déterminant dans la construction d'un espace économique africain plus intégré.

Le continent ne manque ni de ressources, ni de marchés, ni de talents. Il doit désormais renforcer les mécanismes permettant de transformer ces atouts en puissance économique et en prospérité partagée.

La mobilisation du CAFRAD, du CADDI, des Chambres de Commerce du Souss-Massa et de Rabat-Salé-Kénitra, du CESEMAF, ainsi que des institutions économiques ivoiriennes témoigne d'une dynamique qui dépasse les frontières nationales.

AGORA AFRIKA FORUM 2026 entend faire de cette rencontre un véritable laboratoire de coopération, où la souveraineté industrielle ne sera pas seulement pensée comme un objectif politique, mais comme une stratégie économique fondée sur l'investissement, la transformation, l'innovation et l'intégration des marchés africains.

LE POINT AFRIQUE

ZLECAF VIRTUELLE : QUAND L'AFRIQUE ACCÉLÈRE SA TRANSFORMATION NUMÉRIQUE ET SON INTÉGRATION ÉCONOMIQUE



À l'heure où l'Afrique cherche à accélérer son intégration économique, à renforcer sa souveraineté et à mieux valoriser ses ressources, une initiative panafricaine entend apporter une réponse concrète aux nouveaux défis du continent : « ZLECAF Virtuelle », une plateforme numérique conçue comme un instrument stratégique au service du commerce, de l'investissement, de l'innovation et du développement durable en Afrique. Derrière cette initiative se trouve le Comité Africain de Développement Durable Intégré (CADDI), dont la vision est portée notamment par son fondateur et Coordonnateur Général, Dr Mhamed LKAIHAL, chercheur, et spécialiste de l'intelligence et de l'innovation territoriale.

Une plateforme au service d'une Afrique intégrée

La « ZLECAF VIRTUELLE » franchira une étape majeure lors de la 3^e édition du Forum-Salon International de la Mobilité, du Transport et de la Logistique LOGITERRE 2026, qui se tiendra à Casablanca du 20 au 22 octobre 2026, sous le Haut Patronage de Sa Majesté le Roi Mohammed VI, que Dieu L'Assiste. À cette occasion, plusieurs conventions-cadres stratégiques seront signées avec des partenaires africains et internationaux appelés à rejoindre cette dynamique.

« ZLECAF Virtuelle » ambitionne d'accompagner la mise en œuvre concrète de la Zone de libre-échange continentale africaine en s'appuyant sur les possibilités offertes par le numérique. Elle contribuera à faciliter les échanges commerciaux intra-africains, favoriser la mise en relation entre opérateurs économiques, stimuler les investissements, favoriser l'émergence d'une nouvelle génération de métiers et d'emplois, créer de nouvelles opportunités professionnelles et renforcer les passerelles entre les secteurs public et privé.

Plusieurs acteurs économiques publics africains, ainsi que des chambres de commerce internationales, des fédérations économiques et professionnelles, ont



adhéré à la vocation innovante de la plateforme en faveur du développement durable.

Le CADDI, une alliance d'acteurs africains

L'une des particularités du CADDI réside dans la diversité de son réseau de partenaires fondateurs. Le Comité rassemble autour de sa vision des institutions gouvernementales et non gouvernementales, des collectivités territo-

riales, des organisations internationales spécialisées dans le développement durable et la finance publique, des fédérations économiques et professionnelles, des universités, ainsi que d'anciens ministres et diplomates africains.

Cette diversité traduit une conviction forte : les grands défis du développement africain ne peuvent être relevés par un seul secteur.

La transformation du continent nécessite au contraire une coopération étroite entre les pouvoirs publics, les territoires, le monde académique, les entreprises, les organisations professionnelles, les investisseurs et les acteurs de l'innovation.

Le CADDI entend ainsi promouvoir une approche fondée sur l'africanisation des normes du développement durable, afin de les adapter aux réalités, aux ressources, aux compétences et aux potentialités propres aux territoires africains. Cette démarche vise à territorialiser les objectifs de développement durable et à accélérer la mise en œuvre de l'Agenda 2063, en favorisant des solutions africaines adaptées aux contextes locaux.

De l'intelligence territoriale à la souveraineté africaine

La démarche de Dr LKAIHAL repose également sur une idée centrale : l'Afrique doit être capable



de construire des modèles de développement qui correspondent à ses propres réalités.

Cela implique de mieux connaître et de mieux valoriser son patrimoine, ses ressources, ses compétences, ses territoires et son potentiel économique. Cela suppose également de renforcer les capacités institutionnelles et de créer des outils permettant aux

acteurs africains de travailler ensemble.

Le choix de LOGITERRE 2026 pour la présentation officielle de « ZLECAF Virtuelle » traduit une volonté stratégique

La mobilité, le transport, la logistique, les infrastructures et le numérique constituent en effet des composantes essentielles de l'intégration économique africaine. Sans circulation efficace des personnes, des marchandises, des capitaux, des données et des compétences, la Zone de libre-échange continentale africaine ne pourra atteindre tout son potentiel.

Le projet initié par CADDI est développé en collaboration avec

plusieurs partenaires stratégiques, notamment l'Union Africaine des Organisations des Transports et de la Logistique (UAOTL), porteuse du projet, ainsi que le Centre Africain de Formation et de Recherche Administratives pour le Développement (CAFRAD).

À travers le CADDI et la « ZLECAF Virtuelle », Dr Mhamed LKAIHAL, défend une vision de l'intégration africaine qui dépasse le seul cadre des échanges commerciaux sécurisés, pour promouvoir une Afrique plus connectée, plus intégrée et davantage maîtresse de ses propres chaînes de valeur, de ses ressources et de son développement.



Le Coordonnateur Général du CADDI, M.Mhamed Lkaihal et le Directeur Général du CAFRAD, Dr. Coffi Dieudonné ASSOVI,

POURQUOI VOYAGER EN AFRIQUE COÛTE-T-IL SI CHER ? LE PARADOXE DES VOLS INTRA-AFRICAINS

Entre Dakar et Abidjan, il peut parfois être plus coûteux de voyager à l'intérieur du continent que de rejoindre l'Europe. À l'heure où l'Afrique veut accélérer son intégration économique, la faiblesse des connexions aériennes reste un obstacle majeur à la mobilité des personnes et au développement des échanges.



Imaginez la scène.

Vous souhaitez voyager d'une capitale africaine à une autre. Vous consultez les prix et découvrez qu'un billet entre deux villes du continent peut parfois coûter plus cher qu'un vol à destination de l'Europe.

Dakar-Abidjan peut ainsi s'avérer plus cher que Dakar-Paris. Plus surprenant encore, certaines liaisons entre grandes villes africaines peuvent être moins coûteuses lorsqu'elles passent par une plateforme située hors du continent, comme Dubaï ou Istanbul.

Un paradoxe qui interroge.

Comment expliquer qu'un continent de plus de 1,4 milliard d'habitants, composé de 54 États et représentant un immense marché potentiel, reste aussi difficile à parcourir par avion ?

La réponse se trouve dans un ensemble de facteurs : faiblesse des connexions directes, coût des taxes

et redevances, fragilité de certaines compagnies aériennes et manque d'intégration des marchés.

Un continent encore mal connecté

L'Afrique reste relativement peu connectée par voie aérienne. Malgré son poids démographique, le continent ne représente qu'une faible part du trafic aérien mondial.

Sur de nombreuses liaisons, l'offre reste limitée : un seul vol direct par semaine, quelques rotations seulement, voire aucune liaison directe.

Pour les voyageurs, les conséquences sont immédiates. Un déplacement entre deux pays africains peut nécessiter une escale en Europe ou au Moyen-Orient.

Ce détour allonge le temps de voyage, augmente les coûts et réduit l'attractivité des échanges intra-africains.

Le problème ne concerne d'ailleurs pas uniquement les voyageurs. Les entreprises, les touristes, les étudiants et les professionnels sont également confrontés à ces difficultés de mobilité.

Or, difficile de parler d'intégration économique lorsque les capitales africaines restent parfois mieux reliées à Londres, Paris, Dubaï ou Istanbul qu'entre elles.

Des billets alourdis par les taxes et les redevances

Autre facteur important : le coût des taxes et redevances liées au transport aérien.

Frais aéroportuaires, sûreté, navigation aérienne, taxes gouvernementales ou encore diverses redevances peuvent représenter une part importante du prix final payé par le passager.

Dans certains marchés africains, ces coûts sont particulièrement élevés.

Pour les compagnies aériennes, ces charges viennent s'ajouter au prix du carburant, à la maintenance des appareils, aux coûts de personnel et aux autres dépenses opérationnelles.

Une partie de cette facture finit donc par être supportée par le passager.

Le résultat est un cercle difficile à briser : des billets chers réduisent la demande, une faible demande limite le nombre de vols, et un faible nombre de vols empêche les compagnies de bénéficier pleinement des économies d'échelle.

La fragilité des compagnies africaines

À cela s'ajoute une autre difficulté : la fragilité de plusieurs compagnies aériennes africaines.

Au cours des dernières décennies, plusieurs transporteurs historiques ont connu de graves difficultés financières, des restructurations ou ont tout simplement disparu.

La disparition d'Air Afrique en 2002 reste emblématique de cette difficulté à construire des compagnies aériennes africaines suffisamment solides et compétitives à

l'échelle du continent.

D'autres acteurs majeurs ont également traversé des périodes de crise.

Cette fragilité limite la concurrence et réduit la capacité des transporteurs africains à développer des réseaux régionaux suffisamment denses.

Dans certaines liaisons internationales, les compagnies du Golfe ou de grands transporteurs étrangers occupent ainsi une place importante. Emirates, Qatar Airways ou Turkish Airlines disposent de puissants hubs qui leur permettent de connecter efficacement différentes régions du monde.

Le paradoxe est alors saisissant : pour aller d'une ville africaine à une autre, le voyageur peut parfois trouver une meilleure connexion en passant par un hub situé hors d'Afrique.

Le ciel africain peut-il enfin s'ouvrir ?

Face à ce problème, l'Union africaine a lancé une initiative ambitieuse : le Marché unique africain du transport aérien, connu sous l'acronyme SAATM.

Lancé en 2018, ce projet vise à libéraliser progressivement le transport aérien africain et à faciliter l'accès des compagnies aux marchés du continent.

L'objectif est simple : permettre aux transporteurs africains de desservir davantage de destinations,

stimuler la concurrence et, à terme, contribuer à réduire les coûts pour les voyageurs.

Selon les estimations régulièrement citées par les acteurs du secteur, une libéralisation plus poussée du transport aérien africain pourrait entraîner une forte augmentation du trafic et générer des milliers d'emplois.

Mais le projet avance à des rythmes différents selon les pays.

Certains États restent prudents face à l'ouverture de leurs marchés, notamment par crainte de voir leurs compagnies nationales perdre des parts de marché face à des concurrents mieux structurés.

Le défi est donc autant économique que politique.

Le Sénégal face au paradoxe aérien

Le Sénégal illustre bien cette problématique.

Le pays dispose d'une infrastructure aéroportuaire moderne avec l'Aéroport international Blaise Diagne (AIBD), qui constitue l'une des principales plateformes aériennes de la région.

Pourtant, le coût de certaines liaisons vers d'autres capitales africaines reste élevé.

La compagnie nationale Air Sénégal ambitionne de jouer un rôle central dans le développement de la connectivité régionale. Le transporteur a progressivement développé plusieurs liaisons en Afrique de l'Ouest et au-delà.

Mais la compagnie doit encore relever d'importants défis opérationnels et financiers. Retards, annulations, régularité des vols et perception de la qualité de service alimentent régulièrement les critiques des passagers.

Pour Air Sénégal comme pour d'autres compagnies du continent, la question est donc de parvenir à construire un modèle économiquement viable tout en offrant un service suffisamment fiable et compétitif.

Un enjeu qui dépasse le simple prix du billet

Derrière le coût élevé des vols intra-africains se cache une question beaucoup plus importante : celle de l'intégration du continent.

L'Afrique compte plus de 1,4 milliard d'habitants, 54 États et un marché continental appelé à jouer un rôle croissant dans l'économie mondiale.

Mais cette intégration ne peut pas reposer uniquement sur des accords commerciaux.

Elle nécessite également des infrastructures, des routes, des chemins de fer, des ports et surtout des connexions aériennes capables de rapprocher les populations et les économies.

Un entrepreneur de Dakar doit pouvoir rejoindre Abidjan, Lagos, Nairobi ou Addis-Abeba facilement. Un étudiant doit pouvoir circuler sur le continent. Un touriste

doit pouvoir découvrir plusieurs pays africains sans devoir passer par une capitale européenne.

La mobilité est donc une composante essentielle de la souveraineté économique africaine.

Ouvrir le ciel pour mieux intégrer le continent

Le paradoxe des vols intra-africains révèle finalement une contradiction majeure : l'Afrique veut devenir un marché intégré, mais ses populations restent confrontées à d'importantes barrières pour circuler à l'intérieur de ce marché.

Réduire les taxes excessives, renforcer les infrastructures, développer les compagnies africaines, harmoniser les réglementations et accélérer la mise en œuvre du marché unique du transport aérien pourraient contribuer à changer la donne.

Car la question n'est pas seulement de savoir pourquoi un billet Dakar-Abidjan peut parfois coûter plus cher qu'un billet Dakar-Paris.

La véritable question est beaucoup plus stratégique :

L'Afrique est-elle prête à ouvrir son ciel pour enfin mieux connecter son propre continent ?

Car sans mobilité, il ne peut y avoir de véritable intégration.

Et sans connexions entre les peuples, les ambitions du marché africain resteront, en partie, au sol.



Pour vos publicités et reportages

Contactez-nous :

alauneafrique@gmail.com

**BP 11748 Dakar-Peytavin
Cité El hadj malick Sy ,Ouakam
Tél. : (+221) 33 860 77 26
Mobile : (+ 221) 77 793 11 30
E-mail: alauneafrique@gmail.com**